

## Développement durable : plus dure sera la chute

Jean-Marie Harribey

Extrait dans *Le Passant Ordinaire*, n° 40-41, juin-septembre 2002,  
sous le titre « Le développement : ça dure énormément »

A la fin du mois d'août 2002 se tiendra à Johannesburg. une conférence de l'ONU consacrée au(x) problème(s) du développement. Déjà, un surnom a été donné à cette conférence : « Rio + 10 », car elle se tiendra dix ans après celle de 1992 à Rio de Janeiro au cours de laquelle on bavarda sur le développement soutenable ou durable censé résoudre la pauvreté et épargner la nature. Maintes résolutions y furent adoptées, notamment pour éviter le réchauffement climatique, protéger la biodiversité et arrêter la déforestation. L'heure d'un premier bilan des actions entreprises est venue. Il est tellement mince qu'on peut se demander si le monde n'est pas retourné trente ans en arrière quand l'ONU organisait en 1972 une première rencontre internationale à Stockholm sur les mêmes questions.

### *Johannesburg. = Rio + 10 ou Rio - 20 ?*

Depuis un demi-siècle, les déclarations généreuses contre la pauvreté, la malnutrition et l'analphabétisme, annonçant une action résolue pour mettre fin au sous-développement, n'ont pas manqué. Si la conférence de Stockholm, bien qu'exposant déjà la nécessité d'un éco-développement, était passée inaperçue, celle de Rio avait marqué les esprits parce que, avec une belle unanimité, tous les pays du monde avaient affirmé leur adhésion à « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »<sup>1</sup>

Mais lorsqu'il s'est agi de mettre en musique la belle partition écrite à Rio, il n'y avait plus personne pour l'exécution. Les économistes libéraux fondaient une nouvelle discipline, l'économie de l'environnement, en théorisant la possibilité de substituer éternellement du capital technique au capital naturel épuisé grâce à un progrès technique infini, et en définissant l'amélioration du bien-être par l'augmentation perpétuelle de la consommation, marchande bien entendu. (Voir encadré Soutenabilité faible et soutenabilité forte). Les experts américains justifiaient l'exportation des déchets industriels vers les pays pauvres « trop peu pollués » à leurs yeux<sup>2</sup> et les multinationales organisaient les délocalisations des entreprises polluantes vers les mêmes contrées. Les gouvernements des pays riches rechignaient à prendre des mesures écologiques car ils savaient qu'elles auraient heurté les intérêts des lobbies de groupes industriels et financiers comme ceux du nucléaire ou du transport, et qu'elles auraient entraîné une remise en cause des habitudes de consommation gaspilleuses de leurs populations. La difficulté d'introduire une fiscalité sur le transport routier et sur les carburants illustre bien ce dernier point.

---

<sup>1</sup> . Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Fleuve, 1987, p. 51.

<sup>2</sup> . On se souvient de ce qu'écrivait L. Summers en 1991 : « Les pays sous-peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico [...] Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés [...] et se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie, que dans un autre pays où deux cents enfants sur mille meurent avant d'avoir l'âge de cinq ans. [...] Le calcul du coût d'une pollution dangereuse pour la santé dépend des profits absorbés par l'accroissement de la morbidité et de la mortalité. De ce point de vue, une certaine dose de pollution devrait exister dans les pays où ce coût est le plus faible, autrement dit où les salaires sont les plus bas. Je pense que la logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles est imparable. » Extraits cités par *The Economist*, 8 février 1992, et par *Financial Times*, 10 février 1992, reproduits dans *Courrier international*, n° 68, 20 février 1992, et repris par E. Fottorino, « L'écologie pour le développement », *Le Monde*, 19 mai 1992.

### **Soutenabilité faible et soutenabilité forte**

Le modèle de développement capitaliste industriel a fonctionné pendant deux siècles sur la croyance en l'inépuisabilité des ressources naturelles. Lorsque cette croyance s'est effondrée, les économistes néo-classiques ont tenté d'intégrer l'environnement dans le modèle d'équilibre général walrasien. Ils ont énoncé la règle de compensation garantissant l'équité entre les générations actuelles et futures. Les rentes prélevées au fur et à mesure de l'épuisement des ressources, qui sont égales à la différence entre le prix et le coût marginal des ressources, doivent être réinvesties pour produire du capital substitut aux ressources épuisées ; ces rentes croissent de période en période d'un taux égal au taux d'actualisation. C'est la conception de la soutenabilité dite *faible* par opposition à la soutenabilité *forte* dans laquelle le maintien du stock de ressources naturelles est au contraire recherché sans faire appel à la substituabilité. Il est ainsi postulé dans la soutenabilité faible que le progrès technique sera toujours capable de modifier les processus productifs dans un sens de moins en moins polluant. En complément de cette démarche, l'intégration de l'environnement au calcul économique repose sur la prise en compte des externalités, c'est-à-dire sur leur internalisation dont les modalités principales sont la tarification et l'émission de droits à polluer. Selon Ronald Coase, l'internalisation des effets externes peut être obtenue sans intervention de l'Etat autre que l'établissement de droits de propriété et par la seule négociation marchande entre les pollués et les pollueurs quelle que soit la répartition initiale des droits entre eux. Chaque agent économique est incité à se procurer des droits à polluer tant que leur coût marginal reste inférieur à celui des mesures de dépollution. L'optimum social serait atteint puisque les prix des droits à polluer s'élèvent au fur et à mesure que les contraintes environnementales se renforcent.

La conception de la soutenabilité faible domine chez les économistes : elle leur sert d'une part à légitimer une nouvelle extension du champ des activités marchandes (dépolluer après avoir pollué) et d'autre part à définir l'amélioration du bien-être humain par l'augmentation perpétuelle de la consommation par tête, ainsi que l'a modélisé Joseph Stiglitz qui, aujourd'hui, s'offre une virginité en contestant le FMI mais qui a bâti sa réputation d'économiste au sein du paradigme néo-classique.

Nicholas Georgescu-Roegen fut le premier à montrer que les lois de la thermodynamique s'appliquaient à l'économie parce que l'activité humaine s'inscrivait dans un univers soumis à la loi de l'entropie. Certes la terre n'est pas un système clos sur lui-même puisque notre planète reçoit le flux d'énergie solaire qui justement permet, malgré l'entropie, à la vie de se reconstituer et même de s'étendre. Mais Georgescu-Roegen a eu le mérite de rompre avec la vision d'un univers perçu comme quelque chose de répétitif, d'immuable, obéissant à de simples déterminismes, et d'introduire les notions d'irréversibilité et de seuil. Il s'ensuit que la croissance économique planétaire ne peut pas être illimitée.

Pour une critique de la soutenabilité faible, voir J.M. Harribey, *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998 ; « Economie et écologie », in ATTAC, *Une économie au service de l'homme*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2001, p. 221-248 ; « La financiarisation de l'économie contre la soutenabilité ? Examen de quelques modèles », <http://harribey.montesquieu.u-bordeaux.fr/travaux/finance-insoutenable.pdf>.

Le protocole élaboré à Kyoto en 1997 pour réduire l'émission des gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique et qui a abouti à l'accord de Marrakech en 2001 comporte des failles béantes. Les Etats-Unis ont refusé de s'engager alors qu'ils sont les premiers pollueurs de la planète. Tous les pays riches ont obtenu des aménagements concernant leurs obligations en échange d'une hypothétique aide apportée aux pays pauvres pour que ceux-ci investissent dans des procédés de fabrication non polluants. La répartition des permis d'émission se fera par le biais d'un marché fonctionnant comme une bourse spéculative. Bref, la recherche du profit conduit à la dévastation de la planète et le marché est chargé d'y remédier. C'est comme si l'on confiait les clés de la maison au cambrioleur ou la boîte d'allumettes au pyromane.

### ***Les problèmes du développement***

La phase de préparation de la conférence de Johannesburg s'est achevée par la rencontre de Monterrey au Mexique du 18 au 22 mars 2002. Un « consensus de Monterrey » a été négocié dans les coulisses et présenté comme marquant le début d'un nouveau partenariat entre pays riches et pays pauvres afin de résoudre le problème du financement du développement.

Le document adopté est un monument d'hypocrisie. Il réaffirme tous les dogmes libéraux qui ont conduit au désastre de nombre de pays au cours des vingt dernières années : il faut une bonne « gouvernance », sous-entendu l'austérité budgétaire et salariale ; et il faut s'inscrire dans le libre-échange généralisé, sous-entendu la concurrence entre le pot de fer et le pot de terre. Le silence est fait sur près de trois décennies de plans d'ajustement structurel mettant à genoux les pays soumis aux diktats du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, sur l'amoncellement de la dette à cause de taux d'intérêt exorbitants et sur les crises sociales majeures dues à cet assujettissement dont l'Argentine est le dernier exemple en date.

Oubliant et voulant faire oublier qu'ils en ont été les fossoyeurs, les dirigeants des grandes institutions financières s'affichent maintenant comme les nouveaux chevaliers blancs de la défense des opprimés. Michel Camdessus, qui dirigea le FMI de 1987 à 2000 (période la plus noire des plans d'ajustement structurel), porte maintenant la bonne parole, promettant une mondialisation à visage humain<sup>3</sup> tout en refusant l'annulation de la dette du tiers-monde<sup>4</sup>. Il appelle les pays pauvres à s'intégrer dans l'économie mondiale car « un pays qui décolle est un marché qui s'ouvre à nos produits »<sup>5</sup>. Le cynisme tient lieu de politique. Ayant approuvé en son temps tous les reniements des engagements en faveur d'une augmentation de l'aide aux pays pauvres, il sermonne aujourd'hui les gouvernements pour respecter la « parole donnée ». Son successeur à la tête du FMI, Horst Köhler a déclaré : « Les Argentins ne s'en sortiront pas sans douleur »<sup>6</sup>. La politique du pire mâtinée d'un peu de compassion hypocrite et méprisante tient lieu de morale. Écoutons encore M. Camdessus, bon apôtre : « Le succès social des politiques de développement, c'est-à-dire la participation de tous au projet collectif, la transparence, la réduction des inégalités, est aussi une condition *pour faire réussir les politiques de rigueur.* »<sup>7</sup> La saignée plus la purge, seuls remèdes connus des thérapeutes libéraux. La saignée pour les victimes d'hémorragies. La purge pour les malades de dysenterie. Car « on n'arrivera pas sans douleur à humaniser la mondialisation »<sup>8</sup>. C'est le refrain des intégristes de la religion libérale qui pensent que les pays pauvres ont des problèmes de développement. Et si le développement n'était pas la solution mais le problème justement ?

### ***Le développement est un problème***

Deux raisons peuvent justifier ce renversement de problématique. Premièrement, le type de développement qui prévaut dans le monde est celui qui est né en occident, impulsé par la recherche du profit en vue d'accumuler du capital, et qui se solde aujourd'hui par une dégradation majeure des écosystèmes, par une aggravation considérable des inégalités, par l'exclusion d'une majorité d'êtres humains de la possibilité de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires comme l'alimentation, l'éducation et la santé, et par l'anéantissement des modes de vie traditionnels. Deuxièmement, en imposant ce développement à la planète entière, le

<sup>3</sup> . M. Camdessus, « Humaniser la mondialisation », *Sud-Ouest*, 17 octobre 2000, propos recueillis par B. Broustet.

<sup>4</sup> . M. Camdessus, Conférence à l'Athénée de Bordeaux, 27 mai 2000.

<sup>5</sup> . M. Camdessus, « Tenir la parole donnée », *Sud-Ouest Dimanche*, 7 avril 2002.

<sup>6</sup> . H. Köhler, *Le Monde*, 23 janvier 2002.

<sup>7</sup> . M. Camdessus, « Coupons la dette en deux », *Sud-Ouest*, 27 mai 2000, propos recueillis par P. Meunier, souligné par moi.

<sup>8</sup> . M. Camdessus, « Humaniser la mondialisation », *op. cit.*

capitalisme produit une déculturation de masse : la concentration des richesses à un pôle fait miroiter l'abondance inaccessible à des milliards d'êtres situés à l'autre pôle et dont les racines culturelles dans lesquelles ils puisaient le sens de leur existence et leur dignité sont peu à peu détruites. (Voir encadré Croissance et développement).

### **Croissance et développement**

Les théoriciens du développement économique ont presque unanimement, à la suite de François Perroux, toujours affirmé que la croissance était une condition nécessaire mais non suffisante du développement humain. Leur raisonnement souffre d'une faiblesse logique grave : on ne peut pas simultanément prétendre que la croissance et le développement se différencient par les aspects qualitatifs que le second comporte – la croissance n'étant donc pas une condition suffisante du développement – et dire qu'à partir d'un certain seuil de croissance, celle-ci engendre, par effet de diffusion, des retombées bénéfiques à tous les êtres humains, pourvu qu'ils sachent être patients et confiants : la croissance, condition nécessaire, se transformant avec le temps en condition suffisante du développement, la distinction entre les deux notions devient alors sans objet.

Pour n'avoir pas su ni voulu établir de ligne de démarcation claire entre, d'une part, un développement durable qui serait un prolongement du développement capitaliste existant depuis la révolution industrielle, simplement mâtiné de quelques activités de dépollution d'autant plus prospères qu'elles proliféreraient à l'ombre de celles de pollution, et, d'autre part, un développement humain dissocié de la croissance dès lors que les besoins essentiels seraient satisfaits, les promoteurs internationaux du développement soutenable ont laissé s'installer une ambiguïté dont le risque est de voir ce concept se réduire à un nouvel habillage idéologique de ce développement gaspillant les ressources naturelles et bafouant la dignité humaine.

De deux choses l'une. Ou bien le développement et le progrès humain résultent, si l'on sait attendre suffisamment, de la croissance, et alors la distinction entre croissance et développement est sans objet puisque la croissance est une condition suffisante du développement. Dans ce cas, la croissance du PNB par tête, ou de tout autre indicateur qui en est issu, est véritablement le seul indicateur pertinent de l'amélioration du bien-être et nous devons humblement remiser les critiques à son encontre. Ou bien le développement et le progrès humain ne résultent pas automatiquement de la croissance, et alors l'association croissance-développement-progrès humain doit être sur le plan théorique rompue.

Faut-il en déduire qu'« il faut en finir, une fois pour toutes, avec le développement »<sup>9</sup>, comme l'exprime Serge Latouche, parce qu'il ne peut être autre que ce qu'il a été ? La question ne peut être tranchée aussi facilement pour plusieurs raisons. La première tient au fait que, vu l'étendue des besoins primordiaux insatisfaits pour une bonne moitié de l'humanité, les pays pauvres doivent pouvoir connaître un temps de croissance de leur production. A ce niveau-là, il est faux d'opposer quantité produite et qualité car, pour faire disparaître l'analphabétisme, il faut bâtir des écoles, pour améliorer la santé, il faut construire des hôpitaux et acheminer l'eau potable, et pour retrouver une large autonomie alimentaire, les productions agricoles vivrières répondant aux besoins locaux doivent être promues.

La deuxième raison pour laquelle la notion de développement ne peut être prestement évacuée est que l'aspiration à un mieux-être matériel est devenue globale dans le monde. Et il serait mal venu pour des occidentaux éclairés d'en contester la légitimité au prétexte que cette aspiration ne serait que la résultante de l'intériorisation par les peuples dominés des valeurs des dominants, contribuant à reproduire les mécanismes de la domination. Certes, l'imitation du développement occidental par les tous les peuples du monde, d'une part, condamne ces peuples à courir perpétuellement après leurs modèles puisque le mode de vie gaspilleur des

<sup>9</sup> . S. Latouche, « Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai 2001 .

riches n'est pas généralisable, et, d'autre part, voue la planète elle-même à une détérioration inexorable. Mais au nom de quoi peut-on laisser 20% des habitants de la Terre continuer de s'accaparer 80% des ressources naturelles ? Il est donc urgent de poser le problème autrement.

Deux pièges sémantiques doivent être déjoués comme autant d'écueils. Le premier serait de se satisfaire du concept, devenu un lieu commun, de développement durable ou soutenable. S'il s'agit de faire durer encore le développement qui dure déjà depuis deux siècles et qui dégrade les hommes et la nature, autant dire qu'il s'agit d'un oxymore<sup>10</sup> mystificateur car, soit il n'est possible que pour une minorité de plus en plus restreinte, soit il n'est possible pour personne dès qu'on veut l'étendre à tous. Dans le premier cas, il est explosif socialement ; dans le second, il l'est écologiquement. Dans les deux cas, il est mortifère car le capitalisme ne peut développer sa dynamique d'appropriation des richesses naturelles et des richesses produites qu'en raréfiant les ressources limitées et en renforçant l'exploitation de la force de travail.

Le second écueil serait de se tromper sur la nature du développement. Le développement dont on voit les dégâts aujourd'hui et dont on perçoit les dangers s'il devait perdurer n'est pas simplement le productivisme engendré par le tourbillon technique et l'ivresse scientifique ou scientiste. Ce n'est pas non plus le résultat d'un économisme qui serait commun à tous les systèmes de pensée, nécessitant de renvoyer dos à dos le libéralisme et la critique de celui-ci. Le développement connu jusqu'ici est historiquement lié à l'accumulation capitaliste au profit d'une classe minoritaire. De même, son envers, le sous-développement, n'est pas sans liens avec les visées impérialistes du capital, notamment dans sa phase d'accumulation financière actuelle. Dissocier la critique du développement de celle du capitalisme *dont il est le support* reviendrait à dédouaner celui-ci de l'exploitation conjointe de l'homme et de la nature. Or, sans la première, le système n'aurait pu tirer parti de la seconde ; sans la seconde, la première n'aurait eu aucune base matérielle. Il en résulte que « sortir du développement » sans parler de sortir du capitalisme est un slogan non seulement erroné mais mystificateur à son tour. Et donc, la notion d'« après-développement » n'a aucune portée si celui-ci n'est pas simultanément un après-capitalisme.<sup>11</sup> Séparer les deux dépassements est aussi illusoire que de vouloir « sortir de l'économie »<sup>12</sup> dont certains disent qu'elle ne pourrait être différente de ce qu'elle est, ou que de construire une « économie plurielle »<sup>13</sup> mariant capitalisme et solidarité.

Ce qui précède n'est pas une simple querelle théorique. Cela a une importance pratique primordiale. Si l'on met en question le capitalisme *et* le développement qui lui est consubstantiel, on procède à une analyse de classes et on fait donc une distinction radicale entre les besoins des exploités, des « naufragés », des « gueux », bref des pauvres, et ceux des exploités, des dominants, des gaspilleurs, bref des riches sur cette planète. Aussi, le projet d'abandon du développement sans toucher à sa matrice historique capitaliste est-il bancal<sup>14</sup>, et celui d'abandon du développement sans discernement, mettant tout le monde sur le même plan, logeant à la même enseigne ceux qui doivent choisir entre mourir de soif ou boire l'eau

---

<sup>10</sup> . Cette idée est défendue avec raison depuis longtemps par S. Latouche qui la reprend dans « A bas le développement durable ! Vive la décroissance conviviale ! », *Silence*, n° 280, février 2002; le même texte figure dans F. Partant, *Que la crise s'aggrave !*, Paris, L'Aventurine, 2002 (1<sup>e</sup> éd. Solin, 1979), Préface de J. Bové, Postface de S. Latouche.

<sup>11</sup> . J'ai développé ce point dans J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », in J. Bidet, E. Kouvelakis (sous la dir. de), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, 2001, p. 183-200 ; *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2002.

<sup>12</sup> . A. Caillé, « Sortir de l'économie », in S. Latouche (sous la dir. de), *L'économie dévoilée, Du budget familial aux contraintes planétaires*, Paris, Ed. Autrement, n°159, 1995, p. 177-189..

<sup>13</sup> . Voir ma critique dans *La démence sénile du capital, op. cit.*

<sup>14</sup> . L'hypothèse sous-jacente à mon argumentation est que si le capitalisme a nécessairement besoin du développement, l'inverse n'est pas vrai.

du marigot et ceux dont le dilemme se résume à acheter des actions Microsoft ou Vivendi, est-il irresponsable, indécent et, de surcroît, irréaliste.

### ***Un peu d'air frais ?***

D'où l'idée d'un *développement différencié dans son objet, dans l'espace et dans le temps* :

- dans son objet : il y a des productions qui méritent d'être développées dans le monde, principalement celles qui visent à satisfaire des besoins vitaux, notamment en matière d'éducation, d'hygiène et de santé, d'énergies renouvelables et de transports économes ; d'autres productions doivent en revanche être limitées et ensuite réduites, l'agriculture intensive délirante, l'automobile et l'ensemble du « système automobile » en étant les meilleurs exemples ; la réorientation de la production concerne les pays pauvres et les pays riches ;

- dans l'espace : les pays pauvres doivent pouvoir bénéficier d'une croissance dynamique pour répondre aux besoins d'une population qui connaîtra encore pendant quelques décennies une expansion importante ; les pays riches doivent, eux, enclencher une *décélération* de leur croissance économique globale en recherchant des modes de répartition des richesses beaucoup plus équitables et une utilisation de *tous* les gains de productivité pour réduire le temps de travail dès lors que les besoins – à ne pas confondre avec les désirs – sont satisfaits ;

- dans le temps : la décélération immédiate de la croissance pour les pays riches, simultanément réorientée, doit être conçue comme une phase de transition donnant aux populations le temps et l'envie de reconstruire leur imaginaire, façonné par deux siècles de mythe de l'abondance et intériorisé au point d'en faire un maillon essentiel de la chaîne de leur « servitude involontaire »<sup>15</sup> ; ce n'est qu'après cette phase de transition que l'on pourra envisager d'organiser la « décroissance »<sup>16</sup>, seule à même de garantir une soutenabilité à long terme.

En termes socio-économiques, ce *développement différencié* pour être au bout du compte radicalement *différent* suppose une réappropriation et une répartition collectives des gains de productivité que le savoir et la technique humaine permettent et leur utilisation essentiellement à des fins d'amélioration de la qualité de la vie. (Voir encadré sur Productivisme et productivité). Cette réappropriation en rejoint une autre qu'un véritable progrès humain implique également : celle des biens communs de l'humanité constitués de l'eau, de l'air, de toutes les ressources naturelles et des connaissances. Autrement dit, ces deux aspects peuvent être résumés par la réappropriation collective des richesses *produites*, des richesses *naturelles non produites* et des *capacités et potentialités* de l'esprit humain. La préservation et l'extension d'un espace non marchand dans la société prennent ici tout leur sens.

#### **Productivisme et productivité**

Une confusion est entretenue au sujet du productivisme. Il est très souvent défini (notamment par nombre d'écologistes) comme la production sans autre finalité qu'elle-même. Or le productivisme n'est pas la production incessante de valeurs d'usage mais de valeurs marchandes susceptibles de valoriser le capital. La preuve en est que les propriétaires de celui-ci cessent d'investir quand les perspectives de profit s'amenuisent. Il s'ensuit que le renoncement au productivisme n'est pas un renoncement au progrès ni même à la croissance de certaines productions indispensables.

<sup>15</sup> . A. Accardo, *De notre servitude involontaire, Lettre à mes camarades de gauche*, Marseille, Agone, Montréal, Comeau & Nadeau, 2001.

<sup>16</sup> . N. Georgescu-Roegen, *La décroissance : Entropie-Ecologie-Economie*, Paris, Sang de la terre, 1995.

De même, la recherche de l'amélioration de la productivité ne doit pas être confondue avec le productivisme. Cette recherche peut être considérée comme l'application de la règle du moindre effort et être encouragée sous réserve que trois conditions soient respectées :

- sans intensification du travail ;
- sans détérioration de l'emploi ;
- sans ponction ou dégradation supplémentaires sur ou de l'environnement.

Les libéraux se défendent de vouloir instaurer des droits de propriété privée sur l'air en mettant en place un marché des permis d'émission de gaz à effet de serre parce que, disent-ils, les permis n'ont qu'une durée de validité limitée, parce qu'ils ne sont pas transmissibles hors vente sur le marché et parce que ce qui devient marchand n'est pas le bien environnemental lui-même mais le droit de l'utiliser. Or, précisément, le droit d'usage rattaché aux permis équivaut à un droit de propriété temporaire sur l'environnement. De plus, soulignons le paradoxe suivant. Les permis d'émission représentent certes une restriction de l'autorisation de polluer par rapport à une situation où aucune réglementation n'intervient et où l'appropriation individuelle de l'environnement est totale. Mais la collectivisation du droit d'usage de l'environnement introduite par les permis d'émission est assortie d'une restriction de ce droit à ceux qui peuvent en payer le prix. Ce n'est ni plus ni moins que le principe de la privatisation. Enfin, remarquons la contradiction du raisonnement libéral récusant le reproche de créer des droits de propriété privée sur les éléments naturels après avoir expliqué que si ceux-ci n'avaient pas de prix, c'était précisément à cause de l'absence de droits de propriété.

Deux règles doivent être observées pour une éventuelle utilisation des instruments économiques de gestion écologique. La première est d'écarter toute décision en fonction de la « maximisation de l'utilité » car cette notion est absurde : elle associe un principe de calcul à un concept purement qualitatif, l'utilité. La seconde règle est de dissocier marchandisation et monétarisation. La marchandisation implique la monétarisation (cette dernière est la condition nécessaire de la première) mais l'inverse n'est pas vrai.

Il s'ensuit que seule la marchandisation est à rejeter catégoriquement car elle ne peut que signifier appropriation privée. En revanche, il peut exister une place pour l'utilisation d'instruments monétaires de gestion. Mais, en ce qui concerne la nature, la mise en place de taxes (jugement quantitatif) doit être subordonnée à l'adoption de normes collectives ou à des transformations structurelles, par exemple sur le type d'infrastructures de transports, (jugement qualitatif). Il ne servirait à rien d'imposer une taxe sur le transport par camion si dans le même temps le ferroutage n'était pas organisé et développé.

Les « prix » des éléments naturels ne sont donc pas des prix économiques (en aucun cas, une écotaxe ne représente une valeur de la nature) mais des prix politiques. Un « marché » des droits de polluer est donc un non-sens parce que, même si des échanges de permis voient le jour, il ne s'agira pas d'un vrai marché, ne pouvant exister sans autorité publique internationale régulationniste et coercitive. Il sera simplement un instrument de répartition au plus offrant des droits d'usage de l'environnement. La répartition de ces droits doit donc s'organiser non sur des bases économiques mais sur des bases politiques dont la première serait un droit d'usage égal pour tous les humains.

Le fondement de cette dernière affirmation est le constat d'une incomplétude radicale du marché. Que ce soit parce que la libre circulation des capitaux sur les marchés financiers porte en elle la crise financière, ou que ce soit parce que les externalités sont par définition inassimilables par le marché, le rapport marchand est incapable de gérer de manière satisfaisante l'ensemble des questions sociales, écologiques, et même économiques, d'une société. S'il fallait résumer cette impossibilité, cette inaptitude irrémédiable du marché à accoucher d'une société, on pourrait se référer à la fois à Marx et à Polanyi, le premier pour sa critique de la marchandise et de la violence avec laquelle se conduit le processus de

marchandisation, et le second pour sa critique de la fiction consistant à croire que l'on pouvait considérer le travail, la terre et la monnaie comme des marchandises.<sup>17</sup>

Le concept de soutenabilité est né sous le double signe du recul de la pauvreté et de la préservation des écosystèmes pour garantir la justice à l'égard des générations actuelles et futures. Il devient crédible et opérationnel si trois principes sont respectés : responsabilité à l'égard des systèmes vivants, solidarité à l'égard de tous les êtres humains et économie des ressources naturelles et du travail humain<sup>18</sup>. Le régime d'accumulation financière qui prévaut dans le monde rend la soutenabilité impossible parce qu'il tend à accroître constamment le niveau d'exigence de rentabilité servie aux détenteurs du capital. Il ne peut en résulter qu'un affaiblissement de la position des travailleurs (insoutenabilité sociale) et une difficulté croissante à investir dans des processus de production non destructeurs (insoutenabilité écologique).

Le projet de décélération immédiate de la croissance pour les pays hyper développés pour, à terme, envisager la « décroissance » n'est réalisable que si les inégalités ont très fortement décliné en leur sein, permettant alors la diminution des inégalités entre les classes pauvres des pays pauvres et le reste du monde<sup>19</sup>. C'est dire combien les moyens de financement pour les pays pauvres et surtout l'annulation de leur dette sont indispensables mais qu'ils sont loin de résoudre la question principale et, pire, pourraient la dissimuler. Car un autre « progrès » humain, qu'on hésite bien sûr à appeler « développement » tellement ce concept est connoté, est lié à l'émergence et de l'épanouissement d'autres rapports sociaux.

La transformation des rapports sociaux est inséparable de la transformation de nos rapports avec le monde du « vivant »<sup>20</sup> : nous réapproprier notre temps de vie grâce aux gains de productivité répartis avec justice, c'est le même combat que celui que nous menons pour ne pas nous faire déposséder du bien commun de l'humanité et pour que nous en fassions un usage raisonnable, c'est-à-dire économe. Vous avez dit « autre rapport social » ? Autre que le capital alors ? Pour respirer un peu d'air frais...

---

<sup>17</sup> . K. Marx , *Le Capital, Livre I*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965 ; K. Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983, chapitre 6.

<sup>18</sup> . J'ai développé ce point dans *L'économie économe, op. cit.*

<sup>19</sup> . Voir *L'économie économe, op. cit.*

<sup>20</sup> . R. Passet, *L'économie et le vivant*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Economica, 1996.